

Résumés

Thomas Adam, Frais de scolarité et bourses d'études. Quelle est leur contribution à la sélection des étudiants et étudiantes en Allemagne et aux Etats-Unis aux XIXe et XXe siècles ?

Pour pouvoir se permettre de fréquenter un établissement d'études supérieures aux Etats-Unis et en Allemagne aux XIXe et XXe siècles, les étudiantes et étudiants potentiels devaient dépasser deux obstacles : d'une part, les frais de scolarité et d'autre part, les bourses. Cette contribution analyse les frais afférents aux études et les bourses comme étant tous deux des instruments de privilège et d'exclusion des étudiants américains et allemands du XIXe au XXe siècles. Dans la première partie de l'article, nous discutons du rôle du coût des études pour le financement institutionnel des établissements d'enseignement supérieur et la sélection sociale des étudiants. Dans la seconde partie, il est question de l'attribution de bourses aux étudiants sur la base de qualifications extra-académiques (géographiques, religieuses et généalogiques). Ces qualifications, qui étaient complètement indépendantes des performances académiques et leur préexistaient, ne peuvent guère être considérées comme une récompense des performances extra-académiques des personnes postulant à ces bourses parce qu'elles ne pouvaient ou ne devaient rien faire pour obtenir ces qualifications. Ces dernières étaient déjà soit remplies, soit non remplies avant leur naissance. Considérés conjointement, les frais de scolarité et les bourses contribuèrent et contribuent encore à sélectionner et fermer les élites intellectuelles dans les deux pays.

Stefanie Coché / Sophia Egbert / Stephan Monissen, Les universités évangéliques aux Etats-Unis. Émergence, intégration et négociation des contenus de référence scientifiques dans les universités et établissements d'études supérieures religieux conservateurs

Environ la moitié de tous les établissements d'études supérieures (*colleges*) et des universités privés aux Etats-Unis présentent aujourd'hui une affiliation religieuse. Les établissements d'études supérieures évangéliques, qui n'ont jusqu'à présent été presque ignorés par la recherche, constituent un cas particulier parmi les instituts d'enseignement supérieur ayant une affiliation religieuse. Ils ont été créés au début du XXe siècle en réaction à la sécularisation du milieu universitaire. Leur seule promesse est de proposer un enseignement et une recherche exclusivement compatibles avec une interprétation littérale de la Bible. Favorisés par le GI Bill, les établissements d'études supérieures (*colleges*) évangéliques ont également connu après la Seconde Guerre mondiale un déferlement d'étudiantes et d'étudiants, et le souhait de voir émerger des cursus dans des domaines qui ne semblaient pas immédiatement compatibles avec un maintien d'une interprétation littérale de la Bible, comme par exemple les filières de sciences naturelles ou de psychologie, ainsi que celui d'obtenir une reconnaissance officielle des diplômes de fin d'études gagna en

virulence. La contribution s'interroge sur le financement, la professionnalisation et la scientification des établissements d'études supérieures évangéliques durant la seconde moitié du XXe siècle. Dans un premier temps, nous nous penchons sur l'évolution des établissements d'études supérieures et de leur offre de formation. Dans un second temps, la contribution analyse les possibilités de financement dans les sciences de la vie (*Life Sciences*) et la psychologie. Enfin, l'article traite de la question de l'accréditation des institutions évangéliques en partant de l'exemple de l'accréditation des cursus de psychologie au *Fuller Theological Seminary*.

Sandra Funck, Une politique d'éducation par « en bas » ? Les élèves comme acteurs de la politique d'éducation durant les années 1960 et 1970

Les élèves n'ont jusqu'alors que peu été considérés en tant qu'acteurs dans l'étude des débats en matière de politique éducative et des réformes de l'enseignement des années 1960 et 1970. L'article part de l'hypothèse que ceux-ci ont également développé des attentes concernant l'importance devant incomber à l'éducation au sein de la société et sur les formes qu'elle devait prendre. A partir des organisations d'élèves qui émergent dans tous les camps politiques suite aux protestations des élèves autour de « 1968 », l'article retrace la façon dont ces derniers se sont mobilisés à la fin des années 1960 en faveur de thèmes relevant de la politique éducative et quelles revendications ils formulèrent pour le système éducatif ouest-allemand avec l'objectif de « démocratiser l'école ». A partir de l'exemple de la co-responsabilité des élèves, du cours de religion protestante et des protestations contre le *numerus clausus*, l'article montre dans quelle mesure les élèves sont parvenus à faire entendre leurs revendications auprès des décideurs politiques. Les résultats ne permettent pas seulement d'apporter une contribution à la recherche portant sur les réformes de l'enseignement des années 1960 et 1970, mais aussi de continuer à déterminer plus avant les lieux et les groupes ayant porté « 1968 ».

Daniel Gerster, La formation du caractère. Un concept bourgeois de distinction sociale et son histoire ambivalente. Comparaison germano-britannique

L'article analyse la « formation du caractère » en tant que concept central de l'éducation bourgeoise des XIXe et XXe siècles à partir de l'exemple des internats allemands et britanniques. On peut ainsi montrer que le concept, en raison des ambivalences qui lui sont inhérentes, a toujours (également) servi à la distinction sociale de la virilité bourgeoise dans des contextes historiques en mutation. En tant que lieux exclusifs de la socialisation scolaire et extra-scolaire des garçons issus de la bourgeoisie, les internats formaient un cadre institutionnel dans lequel, outre l'éducation intellectuelle et physique, ont été également thématiques l'éducation morale et l'enseignement des bonnes mœurs. Cela vaut de la même manière pour l'Allemagne et la Grande-Bretagne bien que, dans le cas britannique, les internats aient, sans conteste, eu dans l'ensemble une importance sociale plus grande pour l'éducation bourgeoise. On peut en gros diviser en trois phases l'histoire de la « formation du

caractère » en tant que concept bourgeois de distinction sociale : durant la première moitié du XIXe siècle, la formation du caractère était tout d'abord fortement connotée d'un point de vue religieux et moral et servait à souligner la prétention au leadership moral de la bourgeoisie envers l'aristocratie et les classes défavorisées. Depuis le milieu du XIXe siècle, l'aspect corporel de la « formation du caractère » a été de plus en plus mis en exergue pour distinguer, suite à une prétendue « crise de la virilité », l'homme « viril » des femmes et des hommes « féminins ». Au début du XXe siècle, les réflexions concernant une « juste » « formation du caractère » national prirent le dessus et la Première Guerre mondiale accentua encore cette tendance.

Márkus Keller / János Ugrai, Réforme de l'enseignement, autonomie, églises et professionnalisation. L'autonomie professionnelle des enseignants des établissements d'enseignement secondaire en Hongrie au XIXe siècle

Dans la littérature relevant de l'histoire sociale, un consensus règne sur le fait que l'État a été le principal acteur des processus de professionnalisation continentaux (européens) Cela signifiait que, dans le cadre du processus de modernisation, la professionnalisation des métiers a été dans tous les domaines de la société impulsée et dirigée par l'État. Par conséquent, les professions étaient dans l'Europe continentale fortement liées aux attentes et aux directives étatiques et elles devaient s'adapter à elles. Ce lien a eu une influence profonde sur la transformation de la société dans ces pays, sur le développement des autonomies individuelles et spécifiques aux groupes et ainsi, sur la capacité à résister aux idéologies totalitaires. Notre étude a pour objectif d'éclairer l'exemple hongrois de la professionnalisation de l'Europe continentale Nous défendons la thèse suivante : il y a depuis longtemps en Hongrie une dichotomie récurrente entre la revendication et la rhétorique d'un État fort, et la réalité d'un pouvoir limité de l'État. Au XIXe siècle, l'État a été limité par l'autonomie, due à des facteurs historiques, des églises qui coexistaient les unes avec les autres et qui étaient très puissantes, y compris considérées individuellement, ce qui modifia profondément le modèle en vigueur dans l'Europe continentale en ce qui concerne la professionnalisation de l'enseignement en Hongrie. Il se pose la question de savoir si cette configuration hongroise particulière a rendu possible l'autonomie du métier d'enseignant et si oui, si les enseignants hongrois avaient moins, ou peut-être plus, d'autonomie que leurs collègues européens.

Sylvia Kesper-Biermann, Émancipation, compréhension, intégration. La formation linguistique des « travailleurs et travailleuses invités » (*Gastarbeiter*) dans la République fédérale d'Allemagne (1974–1990)

L'article se penche sur les offres de formation destinées aux travailleurs et travailleuses immigrés adultes originaires des pays où la République fédérale d'Allemagne embauchait sa main d'œuvre durant les années 1970 et 1980 et part de l'exemple de la « Fédération pour la langue. Allemand pour les travailleurs étrangers » fondée en

1974. La fédération a coordonné les cours d'allemand destinés aux « travailleurs et travailleuses invités », auxquels environ 560 000 personnes ont pris part jusqu'en 1989. Nous présentons tout d'abord la Fédération pour la langue allemande et son offre de cours entre 1974 et 1990. La question centrale est de savoir quelle conception de l'enseignement sous-tendait son activité et dans quelle mesure les idées d'(in)égalité ont joué un rôle à cet égard. En outre, l'association a attiré dans son travail l'attention sur l'importance de la connaissance de la langue allemande pour l'intégration des travailleurs et travailleuses immigrés au sein de la société de la RFA. Par conséquent, la troisième partie de l'article s'interroge sur les champs sémantiques et les points de vue sur l'intégration qui étaient importants dans ce contexte. Les sources utilisées sont des publications de la Fédération des années 1970 et 1980, entre autres des brochures commémoratives, des rapports d'activité et des bulletins.

Gerhard Kluchert, L'ascension par l'éducation entre structure et processus. Nouvelles approches, problèmes et perspectives de son étude historique

Dans le contexte d'un regain de l'intérêt historique pour le thème de l'éducation et de la position sociale (en particulier dans la variante « éducation et ascension sociale ») ces dernières années, l'article se penche sur l'état et les perspectives de la recherche spécialisée dans ce domaine. Ce faisant, nous considérons tout d'abord des travaux plus anciens, menés durant les années 1970 et 1980 en histoire sociale et qui reposent sur une approche quantitative, ainsi que leurs résultats. Sont ensuite présentées des approches plus récentes, orientées vers la sociologie de la culture et, à l'aide d'un choix d'études ayant une orientation historique, nous interrogeons leur potentiel pour la recherche menée en histoire sociale et en histoire de l'éducation. Enfin, nous présentons un autre accès au sujet sur la base de sources spécifiques, les CV de bacheliers de Potsdam à la fin de l'époque de Weimar et durant les premières décennies de la RDA, et nous mettons en lumière ses potentialités et ses limites. Nous nous référons pour ce faire à des recherches que nous avons menées. Tout comme dans la partie précédente, nous mettons au premier plan la question de savoir dans quelle mesure les travaux plus récents parviennent à répondre aux exigences d'un traitement historique du sujet, c'est-à-dire à appréhender, d'une façon similaire aux recherches plus anciennes menées en histoire sociale, les changements dans le temps en ce qui concerne le rapport entre l'éducation et la position sociale.

Saimaiti Maimaitiming, Étudier à l'étranger durant le long XIXe siècle. Modernisation, guerre et enseignement supérieur dans le contexte mondial

Face à la pression économique et militaire exercée par la Grande-Bretagne, la France, la Russie, les États-Unis et quelques plus petites puissances occidentales, l'Empire Ottoman, la Chine et le Japon se virent contraints au XIXe siècle de moderniser leur État, leur armée et leur économie. Ils le firent en apprenant de leurs

adversaires. Des dirigeants et des intellectuels prévoyants se fondèrent sur les performances technologiques et militaires des pays d'accueil, ainsi que leurs affinités culturelles et leurs positions politiques, pour encourager les séjours d'études à l'étranger. En Grande-Bretagne et en France, on rassembla des connaissances relevant du domaine maritime, on adopta les modèles juridiques et bureaucratiques français. Après la victoire sur la France en 1871, c'est l'Allemagne qui devint le modèle pour la modernisation de l'armée de terre et de l'enseignement ottomans, chinois et japonais. En outre, l'Empire allemand était apprécié tant pour la modernité de ses universités et son prestige académique qu'en raison des prises de positions anti-occidentales de ses élites et du conservatisme dominant, ainsi que pour le fait qu'il ne nourrissait pas (encore) d'ambitions impériales propres. C'est pourquoi l'Allemagne était même considérée comme un pays non-occidental et comme une destination idéologiquement fiable pour les étudiants. Après sa défaite spectaculaire contre la Russie en 1905, le Japon devint une destination attractive en Asie. Des milliers d'étudiants chinois se rendirent au Japon pour apprendre les secrets de sa réussite. Le recrutement précoce d'étudiants issus des familles de l'élite ainsi que l'envoi de femmes à l'étranger favorisèrent le succès de la modernisation japonaise.

Lisbeth Matzer / Anja Grabuschnig, Inégalité et éducation. L'ascension sociale en tant que mission et promesse de la formation des adultes (env. 1945–1990)

La promesse trompeuse selon laquelle l'ascension sociale est rendue possible, voire garantie, par les performances scolaires rencontra un succès politique et social croissant dans les sociétés européennes à partir de 1945. Cela valait également pour le secteur de la formation des adultes, qui se développait de plus en plus et dont l'évolution est indissociablement liée aux questions de savoir comment l'éducation peut établir ou non l'équité, comment elle peut garantir et octroyer des chances et, plus généralement, à des décisions politiques relatives à la gestion des inégalités sociales. Avec ce point de départ, l'article analyse le domaine de l'éducation non-formelle à partir de l'exemple régional de la Styrie et en comparant les universités populaires et les foyers (maisons) d'éducation pour adultes en tant que champs d'action politique et sociale. Les autrices montrent ainsi à quel point les établissements d'enseignement destinés aux adultes ont réagi aux mutations économiques et sociales (comme par exemple le chômage ou les rôles liés aux genres) dans l'élaboration de leurs programmes et quel rôle central ont joué dans cette perspective les promesses d'ascension liées à l'éducation dans la perception que les institutions et les acteurs avaient d'eux-mêmes, la structuration de l'offre de formation et la mobilisation des participants.

Benno Nietzel, Qualification pour l'économie de marché. Formation professionnelle continue, politique du marché du travail et transformation interallemande après la Réunification

La communication analyse les mesures de qualification professionnelle et de formation continue qui, dans le cadre de la réunification inter-allemande, sont devenues un pilier de la politique du marché du travail et de la politique sociale dans les Länder est-allemands. Dans un premier temps sont mis en lumière les socles de connaissances précaires de cette politique dans le cadre de l'évolution économique disruptive de l'Allemagne de l'Est depuis le « Tournant » de 1989/90, cette évolution ne permettant guère de faire des pronostics valables concernant l'évolution économique future et les mesures de requalification nécessaires. Le concept de la « politique active du marché du travail » de la République fédérale d'Allemagne, qui était censé anticiper les déficits et les besoins en matière de qualification et les rectifier de manière préventive, n'était, de ce fait, guère applicable de manière judicieuse.

Le fait que l'on ait tout de même tenté de le faire a donné lieu à quelques évolutions paradoxales : en éliminant l'infrastructure existante de la formation professionnelle continue s'est développé en Allemagne de l'Est un marché de la formation continue, qui a été moins dominé par la concurrence et la demande privée, que par des mesures encouragées par les pouvoirs publics conformément à la loi relative à la promotion du travail. Le fait que ces mesures n'aient que rarement donné lieu à des contrats d'embauche réguliers a été l'une des raisons pour lesquelles les prises de positions, au départ très positives, envers la formation professionnelle continue ont débouché en l'espace de quelques années sur de la déception et de la frustration au sein de la population est-allemande. L'expérience d'un écart grandissant entre les conditions économiques et les efforts individuels a également eu des conséquences marquantes sur la politique sociale et du marché du travail de l'ensemble de l'Allemagne depuis les années 1990 jusqu'aux lois Hartz IV.

Franziska Rehlinghaus, Le « quatrième pilier » du système éducatif et la logique du marché. La formation continue comme promesse d'avenir et problème de répartition dans les années 1970

Le gain d'importance de la formation continue pour le développement de la personnalité a jusqu'à présent avant tout été interprété comme histoire de la figure sociale « du moi entrepreneurial » et ainsi, comme un élément des pratiques d'assujettissement néolibérales. Cette évolution peut cependant également être lue comme l'histoire de la répartition inégale des ressources et des chances d'accéder à un système de formation continue, qui impliquait certes une utopie d'égalité des chances et de l'épanouissement de soi qui concernait l'ensemble de la société, mais qui, dans les années 1960 et 1970, favorisait avant tout l'ascension sociale des employés déjà privilégiés. L'article met en lumière la façon dont le projet socio-libéral de faire du domaine de la formation continue le « quatrième pilier » du système éducatif, de la démocratiser et de la réguler a échoué car la loi ne garantissait ni la liberté de choix, ni les chances d'accès pour les groupes d'employés vulnérables. D'un côté, les as-

sociations d'entreprises influentes ont empêché l'adoption d'une loi pour le congé formation et de l'autre, les cadres du secteur privé et les instituts de management ont eu recours de façon disproportionnée aux ressources de la loi relative à la promotion du travail et ils se sont emparés de ressources qui n'étaient ainsi plus accessibles aux personnels non-qualifiés et semi-qualifiés, aux femmes et aux migrants. Le déficit financier qui en a résulté a eu pour conséquence que l'État a été particulièrement dépendant de l'engagement du secteur privé en matière de formation au moment de la crise économique afin de pouvoir remplir ses obligations internationales. Les entreprises sont ainsi devenues les plus grandes sources de financement de la formation continue dans la République fédérale d'Allemagne et ont ainsi déterminé dans une large mesure qui faisaient partie des gagnants et des perdants de la transformation des mondes du travail industriel « après le boom ».

Pierre Schmuck, La formation politique et la démocratie de Weimar. L'Office central pour le service à la patrie et les universités populaires dans le land du Thuringe, 1919–1933

A partir d'une étude de cas portant sur le land de Thuringe, la contribution reconstitue de manière exemplaire la manière dont le travail de formation politique et la médiation démocratique ont été organisés durant la République de Weimar. L'Office central pour le service à la patrie et les universités populaires, qui se sont établis en Allemagne après 1918/1919 en tant qu'innovations institutionnelles, servent ici à la fois d'objets d'étude et de miroirs grossissants pour l'analyse. La contribution dégage tout d'abord les contenus centraux du travail de formation politique à partir des cycles de conférences et de formation « civiques » de l'Office central pour le service à la patrie et des cours des universités populaires. En s'attachant aux aspects méthodologiques, nous débattons de la question de savoir dans quelle mesure le principe de « communauté de travail » ou la mise en place de conseils d'auditeurs dans les universités populaires peuvent être considérés comme des tentatives contemporaines en faveur de l'entraînement aux pratiques démocratiques. Dans un deuxième temps, l'étude de cas montre que l'Office central pour le service à la patrie et les universités populaires ciblaient différents groupes avec leur offre de formation, et nous tentons ensuite de permettre un accès analytique aux échos de l'action éducative. En ce qui concerne la quantité, nous exploitons des statistiques et des rapports d'activité, tandis que des rapports d'expériences des participantes et participants aux cours servent de sources pour les résultats qualitatifs. De manière générale, la communication défend la thèse suivante : l'Office central du pour le service à la patrie et les universités populaires peuvent être interprétés comme des tentatives contemporaines pertinentes pour transmettre une conception de la démocratie spécifique dans le temps et en tant que telles, elles devraient être prises au sérieux, notamment pour mieux comprendre la particularité historique de la République de Weimar au sein de l'histoire de la démocratie en Allemagne.

Andrea De Vincenti / Norbert Grube / Andreas Hoffmann-Ocon, La formation des enseignants et des enseignantes et les mouvements sociaux à Zurich. Micro-étude sur l'interdépendance des savoirs, le quotidien et les conflits en 1950 et 1980

La micro-étude sur les interdépendances entre les mouvements sociaux et la formation des personnels enseignants au sein des écoles normales entre 1950 et 1980 se focalise, à partir de l'exemple de l'espace urbain de contestation et de formation, sur la circulation des savoirs scientifiques et politico-idéologiques locaux et implicites aussi bien que globaux. Par-delà une histoire du conflit, plutôt binaire, entre les enseignants et enseignantes des écoles normales et les élèves professeurs stagiaires contestataires, nous posons la question de savoir comment les différents acteurs se sont emparé des savoirs socio-politiques dans les écoles normales zurichoises et comment ces savoirs ont été mêlés, avec des accentuations différentes, aux savoirs pédagogiques et scientifiques, dont ils ne se démarquaient que de manière floue. Ainsi les actualisations et les glissements de sens des concepts traditionnels d'éducation comme ceux de communauté, de développement de la personnalité et de performance se déplacent-ils au centre de l'intérêt. Nous analysons également les imbrications des approches relevant de la thérapie de groupe circulant également dans les milieux alternatifs avec les dispositifs d'aptitude et de formation à l'École normale supérieure de Zurich (*Zürcher Oberseminar*), ainsi que les liens avec une critique de la société prétendument de gauche exercée par école normale protestante d'Unterstrass, qui avait la réputation d'être conservatrice.

Le savoir contestataire circulant au niveau mondial et l'engagement social des élèves professeurs stagiaires ont été ici étroitement liés à une vision chrétienne du monde et, de la même manière à l'école normale formant les institutrices, à une conception holistique de l'éducation et à l'idéal de la communauté vivante au sein de ces écoles normales, afin de provoquer des améliorations au quotidien plutôt que de grands changements dans le monde.

Phillip Wagner, Égalisation de la participation ? Les réformes socio-libérales de l'enseignement et l'histoire sociale de la démocratie en Allemagne de l'Ouest des années 1960 aux années 1980

Le rôle joué par les différentes chances d'accéder à l'éducation pour les possibilités de participation en démocratie fait depuis des décennies l'objet de discussions controversées. Cette contribution souhaite aider à comprendre comment ont émergé les lignes de conflits de cette controverse portant sur la justice sociale et la démocratie. Pour ce faire, nous remontons à l'ère des réformes socio-libérales de l'enseignement des années 1960 et 1970. Nous analysons la façon dont les gouvernements de Rhénanie du Nord-Westphalie et de Berlin Ouest ont voulu motiver d'une manière différente, par le biais de réformes scolaires, diverses strates sociales à participer à la démocratie et nous mettons en lumière quels conflits sociaux en ont résulté. L'article défend la thèse suivante : les réformateurs libéraux-conservateurs ont certes tenté d'enseigner aux jeunes gens sans inégalité de traitement la responsabilité et la participation, mais dans le même temps, ils n'ont pas abordé les hiérarchies so-

ciales entre les adolescents issus des classes moyennes et ceux issus des classes moins favorisées, ainsi que les hiérarchies entre les élèves originaires d'Allemagne et ceux qui étaient issus de la migration. Ils ont même parfois ravivé ces conflits de manière nouvelle. Les controverses portant sur les programmes contradictoires de réforme ont fait naître des représentations concurrentes dans les camps de la gauche et des libéraux conservateurs, ces représentations portant sur le rôle de l'enseignement pour la participation politique. Elles contribuent également à influencer les débats actuels sur les inégalités sociales dans la démocratie.

Sandra Wenk, L'éducation des autres. Le discours de la crise portant sur la *Hauptschule*

A partir du discours de la crise de l'école des années 2000 articulé autour du « choc de PISA », l'article se concentre sur la filière scolaire de la *Hauptschule* (école secondaire de cycle court, équivalait à un niveau de 3^e), qui est particulièrement problématique dans ce contexte. Il montre que la *Hauptschule* a rencontré dès son existence à la fin des années 1960 un problème manifeste de légitimation. Si l'introduction de la *Hauptschule* avait au départ été portée par un consensus au sein de tous les partis politiques, elle a ensuite fait l'objet de critiques venant de différents côtés. En effet, la réforme de l'enseignement avait mis en évidence des conflits concernant les objectifs du système scolaire et engendré des problèmes de structure dont la *Hauptschule* était considérée comme étant le symptôme. Les réformateurs de gauche n'ont pas uniquement dénoncé la reproduction des inégalités sociales à l'école, mais ils ont également problématisé le concept d'égalité des chances. Cette critique de la société allait en partie de pair avec des hypothèses essentialistes formulées à propos des élèves, hypothèses également partagées par les défenseurs conservateurs du système de la *Hauptschule*. Les rapports publics créèrent également une image unidimensionnelle de cette filière scolaire et de ses élèves en se focalisant avant tout sur les conditions précaires au sein des *Hauptschule*. Les élèves des *Hauptschule* furent de manière accrue considérés comme étant les « autres » de la réforme de l'enseignement. Cette problématisation précéda une homogénéisation sociale des *Hauptschule*, qui devenait de plus en plus évidente depuis la fin des années 1970, mais qui n'était plus guère en état d'attirer l'attention dans la sphère publique.

Stephanie Zloch, Partir de sa propre voie pour aller vers le tiers-espace (*third space*). Le secteur de la formation au sein de l'Allemagne, pays d'immigration, des années 1960 aux années 1980

La configuration complexe d'un point de vue historique de l'Allemagne en tant que pays d'immigration n'est souvent qu'insuffisamment mise en évidence dans les débats actuels portant sur la politique d'éducation, ces débats se concentrant sur une intégration aussi rapide que possible. L'immigration ne s'est pas uniquement effectuée à partir de pays d'origine divers, mais elle alla également de pair avec des horizons d'attente et des savoirs différents de la part des migrantes et des migrants. Cet article se penche sur les enfants et les adolescents immigrés dans le système éduca-

tif allemand et, en particulier, sur les nouvelles offres de cours organisées en partie par les personnes immigrées. En référence à la conception relevant de la théorie de l'espace et post-coloniale des tiers-espaces (*third spaces*), les formats d'enseignement comme l'enseignement de la langue maternelle, les « classes nationales » et les écoles privées dans un pays d'immigration gagnent une visibilité nouvelle. Ces offres ont également marqué l'expérience scolaire de centaines de milliers d'enfants et d'adolescents dans la République fédérale d'Allemagne et leur influence perdure en partie jusqu'à aujourd'hui. En se focalisant sur l'apogée de la migration de travail des années 1960 aux années 1980, cet article ouvre un accès encore inhabituel à l'histoire de l'enseignement. L'analyse ne se concentre plus principalement sur la planification et la transmission des règles conventionnelles du système éducatif, ni sur les idées de réforme tirant leurs origines de visions soigneusement conçues, mais sur l'ouverture aux différentes situations, le « Tiers », l'hybride, la dimension autopoïétique.